

RÈS LA TRAGÉDIE DE GORAZDE

Stopper les Serbes

groupe de contact" venant les Etats-Unis, Russie, l'Union européenne ONU, vient d'être mis en place assurer la cohésion communauté internationale. pour nombre commentateurs, les nationalistes seraient en passe de gagner guerre. Sauf si...

ment atteinte que pour redresser la situation sur le terrain. Cet ultimatum, comme celui du 9 février sur Sarajevo, a réussi à faire reculer les Serbes, mais dans un contexte qui n'est pas celui d'une défaite, ni même d'un échec. Les bombes lâchées par deux avions de l'Otan ont coûté quelques véhicules aux Serbes, mais ceux-ci ont abattu un appareil britannique. Karadzic continue de dicter ses conditions au représentant de l'ONU, Akashi, et la FORPRO-NU doit se soumettre aux contrôles tâillons des milices serbes et au bon-vouloir des femmes serbes en colère, qui bloquent les convois.

Le paradoxe qui explique cette situation et l'impossibilité apparente d'en sortir est que les représentants civils et militaires de la "communauté internationale" se croient obligés, chaque fois qu'ils emploient le langage de la force et même la force à l'égard des Serbes, de les assurer qu'il ne s'agit pas d'une attitude inamicale. Pour les négociateurs internationaux, l'agression serbe et la résistance bosniaque sont des facteurs à mettre sur le même plan mais qui ne sont même pas équivalents puisque, sur le fond, le plan européen dont M. Juppé s'est fait le champion, donne raison à la volonté serbe de démembrer la Bosnie sur des critères "ethniques", contre les Bosniaques.

Les commentaires qui tiennent pour acquise la victoire de Milosevic et Karadzic soulignent le refus des grandes puissances de s'engager dans une guerre pour la Bosnie. Rares toutefois sont ceux qui prennent en compte l'existence et l'avis des premiers intéressés, c'est-à-dire des Bosniaques, auxquels il a été purement et simplement interdit de se défendre. Bien des voix s'élèvent pourtant pour signaler les dangers d'une modification des frontières par la violence dans les Balkans alors que des irrédentismes se manifestent au sein même de l'Union européenne, en Grèce mais aussi en Italie où la droite fasciste avance des revendications territoriales sur l'Istrie et la Dalmatie.

Maurice Lazar

tragédie de Gorazde n'aurait été qu'un accident de parcours, dû à la précipitation du général Mladic, encouragé par des propos imprudents du chef d'état-major de l'armée américaine, à se précipiter prématurément de cette enclave que en territoire occupé par les Serbes. Ici, de même que Srebrenica et Zepa, autres de sécurité "protégées" par l'ONU, sont considérées par les Serbes comme devant leur tenir, à l'instar des autres villes de Bosnie, à majorité "musulmane", déjà conquises, et expurgées des traces de leur passé turc. Erroirs, tergiversations, actes manqués de l'ONU et de l'Otan, c'est-à-dire des Etats qui les ont, ont coûté à la population de Gorazde centaines de morts, des milliers de blessés, la destruction de leur ville. Depuis Vukovar, à l'automne 1991, ce n'est pas le premier exemple de fureur de ce genre dans l'ex-Yougoslavie. C'est la première fois que les Serbes défiaient aussi ouvertement la loi internationale que l'ONU, avec le concours de la France, alors que l'ONU, avec le concours de la France, disposait du mandat et des moyens de faire respecter l'avancée des agresseurs. L'ultimatum de l'ONU du 22 avril, n'a finalement été lancé que trois semaines après le début de l'attaque, pour sauver in extremis une crédibilité dure-



Vendredi n° 226 29/4/94 Rwanda

Depuis l'attentat du 6 avril qui a coûté la vie aux présidents rwandais et burundais, Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, Kigali et le territoire du Rwanda sont le théâtre de combats meurtriers et de massacres à grande échelle - des dizaines de milliers de morts selon le comité international de la Croix rouge - et des affrontements sporadiques ont repris à Bujumbura, capitale du pays voisin, le Burundi.

Après la nécessaire évacuation des ressortissants européens, Belges et Français pour la plupart, une relative indifférence a succédé à une émotion légitime. En décidant, le 21 avril, de ramener à 270 les effectifs de sa mission d'assistance au Rwanda (Minuar), l'ONU, qui avait dépêché 2.500 casques bleus pour veiller à l'application des accords d'Arusha signés le 4 août 1993 pour les parties rwandaises en conflit, a suscité une vive réprobation du continent africain. Ce retrait militaire massif apparaît comme un aveu d'impuissance. Dynamisée par Ali Hassan Mwinyi, président de la Tanzanie voisine où a été signé l'accord de paix, l'action diplomatique à laquelle participe la Minuar se poursuit entre le Front patriotique rwandais (FPR) d'Alexis Kanyarengwe et les armées rwandaises.

Mobilisations pour la Bosnie

Il a multiplié ses prises de position sur la guerre en Bosnie tant par les communiqués de son parti national et de son secrétaire national aux Relations Internationales que par les déclarations de son Premier secrétaire et de nombreux représentants du Parti, au Parlement, dans la presse et diverses manifestations dont la grande réunion à la Mutualité, le 22 avril, qui rassemblait M. Juppé, Fabius, Stasi, Giscard, B.-H. Lévy, Piccoli et un public nombreux. Il a réaffirmé des principes tels que le refus de toute modification de frontières par la force et, par conséquent, la nécessité de maintenir l'intégrité et l'unité de la Bosnie, elles-mêmes en garde contre les conséquences gravissimes d'une faiblesse à l'égard des agresseurs. Le communiqué du B.N. du 20 avril envisageait "l'hypothèse de nouveaux ultimatums, à obtenir l'arrêt des combats, le recul des forces serbes et l'engagement de négociations pour venir d'une Bosnie à l'intégrité maintenue... A défaut, la levée de l'embargo sur les armes sera inévitable."



un conflit politique

Pourtant, ces dramatiques événements, abusivement réduits avec fatalisme et une certaine condescendance à "un conflit ethnique ancestral" entre Hutu majoritaires et Tutsi minoritaires, ont une logique politique, trop souvent dissimulée, sur laquelle peut se fonder une réelle solution. Faut-il rappeler à ce propos que Hutu et Tutsi ont une langue, une culture et un espace géographique et historique communs ?

Confronté à une offensive armée du FPR venue de l'Ouganda, le 1er octobre 1990, le président Habyarimana qui exerçait, depuis son coup d'Etat militaire de 1973, un pouvoir sans partage et ethniste (quotas dans les emplois publics ; refus de la citoyenneté rwandaise aux centaines de milliers de réfugiés à l'étranger pour la plupart tutsi), ne dut son salut qu'à l'intervention prolongée des parachutistes français. Initialement envoyés pour l'évacuation de nos ressortissants, ils n'ont été relevés par la Minuar qu'à la fin 93. Jusque-là, la France, tout en jouant un rôle de facilitateur diplomatique, a maintenu un appui financier et militaire massif au régime en place.

Sauver l'accord d'Arusha

Les négociations engagées en août 1992 entre le gouvernement du Rwanda et le FPR ont abouti, un an plus tard, à l'accord d'Arusha. Il prévoit le retour sans condition des réfugiés, l'intégration des troupes du FPR dans l'armée nationale et la gendarmerie à hauteur de 40 %, et la mise en place d'un gouvernement et d'un parlement de transition dans lesquels tant le parti du président défunt et ses alliés, que les partis de l'opposition intérieure (intégrés à l'exécutif en avril 1992) et l'opposition extérieure armée (FPR) ne pourront avoir seuls une

majorité. L'application de l'accord a été retardée par le général Habyarimana qui tentait de se constituer une majorité dans l'exécutif de transition en ralliant à lui des fractions de l'opposition intérieure (Mouvement démocratique républicain et Parti social-démocrate) et de les imposer au futur Premier ministre de transition, désigné à Arusha, Faustin Twagiramungu, président du MDR. Ayant miraculeusement échappé au massacre planifié par la garde présidentielle hutu de l'élite intellectuelle et politique hutu favorable à l'accord d'Arusha, comme le Premier ministre assassiné Agathe Uwilingiyimana, il est aujourd'hui l'homme-clef de la situation.

Dans ce pays surarmé, en premier lieu par Paris depuis la fin 90, les massacres de civils, Tutsi pour l'essentiel et opposants hutu, sont le fait de l'armée, mais aussi d'escadrons de la mort, des milices du MRD, ancien parti unique, et de la coalition pour la défense de la république (extrémistes hutu) et de civils armés, ces dernières années, de façon systématique par les bourgmestres qui les jugeaient fidèles au général Habyarimana.

Formé le 8 avril, le gouvernement intérimaire regroupe des faucons de l'ancien régime et des éléments de l'opposition intérieure ralliés au président peu avant sa mort. Il n'a aucune légitimité au regard de l'accord d'Arusha et le FPR, désigné à tort comme "rebelle", ne peut accepter d'être écarté de l'exécutif comme il l'a été. Le FPR, dont le noyau militaire initial essentiellement tutsi servit dans l'armée ougandaise, a été rejoint par les Hutu victimes des purges du régime Habyarimana. Attaché à une idéologie nationale dépassant l'opposition Hutu/Tutsi malgré son image négative notamment liée au passé colonial, il est un élément incontournable d'un règlement politique durable au Rwanda.

Guy Labertit

EN BREF

• Le groupe du Parti des socialistes européens du Parlement européen a présenté les 27 et 28 avril la charte socialiste des services publics. Le groupe demande aux instances européennes que le droit aux services publics soit reconnu lors de la révision du traité de Maastricht, en 1996, et qu'une charte européenne des services publics soit adoptée.

• A Milan, le 23 avril, des milliers de personnes ont célébré dans les rues, à l'appel de la gauche, le 40e anniversaire de la libération de l'Italie et rappelé les fondements antifascistes de la République. Ironie de l'histoire, après les élections législatives de mars 1994, les néo-fascistes devraient participer au nouveau gouvernement, alors qu'on assiste à une tentative de banalisation voire d'exaltation du mussolinisme -Inacceptable, comme le souligne Michel Rocard. Une pierre noire dans le jardin de l'Union européenne et un avertissement sur ce qui menace toujours les démocrates.

• Les négociations israélo-palestiniennes se poursuivent toujours intensivement au Calre, à Moscou et à Damas. Ytzhak Rabin s'est rendu en Russie, première visite d'un chef de gouvernement israélien dans ce pays depuis 1948.

• En Côte d'Ivoire, Abou Drahamano Sangaré, secrétaire général adjoint du Front populaire ivoirien, vient d'être condamné à trois ans de prison à la suite de la publication d'un article de presse. Le PS s'inquiète du durcissement de ce régime.

RES LA TRAGÉDIE DE GORAZDE

Stopper les Serbes

*groupe de contact"
venant les Etats-Unis,
issie, l'Union européenne
ONU, vient d'être mis en place
assurer la cohésion
communauté internationale.
pour nombre
nmentateurs, les nationalistes
s seraient en passe de gagner
guerre. Sauf si...*

tragédie de Gorazde n'aurait été qu'un acci-
nt de parcours, dû à la précipitation du géné-
Mladic, encouragé par des propos impru-
au chef d'état-major de l'armée américaine, à
de s'emparer prématurément de cette enclave
que en territoire occupé par les Serbes.
ic, de même que Srebrenica et Zepa, autres
de sécurité "protégées" par l'ONU, sont en
nsidérées par les Serbes comme devant leur
entit, à l'instar des autres villes de Bosnie
le, à majorité "musulmane", déjà conquises,
et expurgées des traces de leur passé turc.
rnolements, tergiversations, actes manqués
NU et de l'Otan, c'est-à-dire des Etats qui les
ent, ont coûté à la population de Gorazde
aines de morts, des milliers de blessés, la
de leur ville. Depuis Vukovar, à l'automne
ce n'est pas le premier exemple de fureur des-
de ce genre dans l'ex-Yougoslavie. C'est
oins la première fois que les Serbes de
c défiaient aussi ouvertement la loi interna-
alors que l'ONU, avec le concours de
disposait du mandat et des moyens de
r à l'avancée des agresseurs. L'ultimatum de
du 22 avril, n'a finalement été lancé que
trois semaines après le début de l'attaque,
ur sauver in extremis une crédibilité dure-

ment atteinte que pour redresser la situation sur le terrain. Cet ultimatum, comme celui du 9 février sur Sarajevo, a réussi à faire reculer les Serbes, mais dans un contexte qui n'est pas celui d'une défaite, ni même d'un échec. Les bombes lâchées par deux avions de l'Otan ont coûté quelques véhicules aux Serbes, mais ceux-ci ont abattu un appareil britannique. Karadzic continue de dicter ses conditions au représentant de l'ONU, Akashi, et la FORPRO-NU doit se soumettre aux contrôles tâillons des milices serbes et au bon-vouloir des femmes serbes en colère, qui bloquent les convois. Le paradoxe qui explique cette situation et l'impossibilité apparente d'en sortir est que les représentants civils et militaires de la "communauté internationale" se croient obligés, chaque fois qu'ils emploient le langage de la force et même la force à l'égard des Serbes, de les assurer qu'il ne s'agit pas d'une attitude inamicale. Pour les négociateurs internationaux, l'agression serbe et la résistance bosniaque sont des facteurs à mettre sur le même plan mais qui ne sont même pas équivalents puisque, sur le fond, le plan européen dont M. Juppé s'est fait le champion, donne raison à la volonté serbe de démembrer la Bosnie sur des critères "ethniques", contre les Bosniaques. Les commentaires qui tiennent pour acquise la victoire de Milosevic et Karadzic soulignent le refus des grandes puissances de s'engager dans une guerre pour la Bosnie. Rares toutefois sont ceux qui prennent en compte l'existence et l'avis des premiers intéressés, c'est-à-dire des Bosniaques, auxquels il a été purement et simplement interdit de se défendre. Bien des voix s'élèvent pourtant pour signaler les dangers d'une modification des frontières par la violence dans les Balkans alors que des irrédentismes se manifestent au sein même de l'Union européenne, en Grèce mais aussi en Italie où la droite fasciste avance des revendications territoriales sur l'Istrie et la Dalmatie.

Maurice Lazar

Mobilisations pour la Bosnie

multiplé ses prises de position sur la guerre en Bosnie tant par les communiqués de son national et de son secrétaire national aux Relations Internationales que par les déclarations de son Premier secrétaire et de nombreux représentants du Parti, au Parlement, dans la presse et diverses manifestations dont la grande réunion à la Mutualité, le 22 avril, qui rassemblait Jacques Delors, Fabius, Stasi, Giscard, B.-H. Lévry, Piccoli et un public nombreux. Ces prises de position ont réaffirmé de principes tel que le refus de toute modification de frontières par la force et, par conséquent, la nécessité de maintenir l'intégrité et l'unité de la Bosnie, elles mettent en garde contre les conséquences gravissimes d'une faiblesse à l'égard des agressions serbes. Le communiqué du B.N. du 20 avril envisageait "l'hypothèse de nouveaux ultimatums, à obtenir l'arrêt des combats, le recul des forces serbes et l'engagement de négociations pour venir d'une Bosnie à l'intégrité maintenue... A défaut, la levée de l'embargo sur les armes sera inévitable."



Vendredi n° 226 29/4/94

Rwanda

*Depuis l'attentat du 6 avril
qui a coûté la vie aux présidents
rwandais et burundais,
Juvénal Habyarimana
et Cyprien Ntaryamira,
Kigali et le territoire du Rwanda
sont le théâtre de combats
meurtriers et de massacres
à grande échelle -des dizaines
de milliers de morts selon le comité
international de la Croix rouge-
et des affrontements sporadiques
ont repris à Bujumbura,
capitale du pays voisin, le Burundi.*

Après la nécessaire évacuation des ressortissants européens, Belges et Français pour la plupart, une relative indifférence a succédé à une émotion légitime. En décidant, le 21 avril, de ramener à 270 les effectifs de sa mission d'assistance au Rwanda (Minuar), l'ONU, qui avait dépêché 2.500 casques bleus pour veiller à l'application des accords d'Arusha signés le 4 août 1993 pour les parties rwandaises en conflit, a suscité une vive réprobation du continent africain. Ce retrait militaire massif apparaît comme un aveu d'impuissance. Dynamisée par Ali Hassan Mwinyi, président de la Tanzanie voisine où a été signé l'accord de paix, l'action diplomatique à laquelle participe la Minuar se poursuit entre le Front patriotique rwandais (FPR) d'Alexis Kanyaragwé et les forces armées rwandaises.



un conflit politique

Pourtant, ces dramatiques événements, abusivement réduits avec fatalisme et une certaine condescendance à "un conflit ethnique ancestral" entre Hutu majoritaires et Tutsi minoritaires, ont une logique politique, trop souvent dissimulée, sur laquelle peut se fonder une réelle solution. Faut-il rappeler à ce propos que Hutu et Tutsi ont une langue, une culture et un espace géographique et historique communs ?

Confronté à une offensive armée du FPR venue de l'Ouganda, le 1er octobre 1990, le président Habyarimana qui exerçait, depuis son coup d'Etat militaire de 1973, un pouvoir sans partage et ethniste (quotas dans les emplois publics ; refus de la citoyenneté rwandaise aux centaines de milliers de réfugiés à l'extérieur pour la plupart tutsi), ne dut son salut qu'à l'intervention prolongée des parachutistes français. Initialement envoyés pour l'évacuation de nos ressortissants, ils n'ont été relevés par la Minuar qu'à la fin 93. Jusque-là, la France, tout en jouant un rôle de facilitateur diplomatique, a maintenu un appui financier et militaire massif au régime en place.

Sauver l'accord d'Arusha

Les négociations engagées en août 1992 entre le gouvernement du Rwanda et le FPR ont abouti, un an plus tard, à l'accord d'Arusha. Il prévoit le retour sans condition des réfugiés, l'intégration des troupes du FPR dans l'armée nationale et la gendarmerie à hauteur de 40 %, et la mise en place d'un gouvernement et d'un parlement de transition dans lesquels tant le parti du président défunt et ses alliés, que les partis de l'opposition intérieure (intégrés à l'exécutif en avril 1992) et l'opposition extérieure armée (FPR) ne pourront avoir seuls une

majorité. L'application de l'accord a été retardée par le général Habyarimana qui tentait de se constituer une majorité dans l'exécutif de transition en ralliant à lui des fractions de l'opposition intérieure (Mouvement démocratique républicain et Parti social-démocrate) et de les imposer au futur Premier ministre de transition, désigné à Arusha, Faustin Twagiramungu, président du MDR. Ayant miraculeusement échappé au massacre planifié par la garde présidentielle hutu de l'élite intellectuelle et politique hutu favorable à l'accord d'Arusha, comme le Premier ministre assassiné Agathe Uwilingiyimana, il est aujourd'hui l'homme-clé de la situation.

Dans ce pays surarmé, en premier lieu par Paris depuis la fin 90, les massacres de civils, Tutsi pour l'essentiel et opposants hutu, sont le fait de l'armée, mais aussi d'escadrons de la mort, des milices du MRND, ancien parti unique, et de la coalition pour la défense de la république (extrémistes hutu) et de civils armés, ces dernières années, de façon systématique par les bourgmestres qui les jugeaient fidèles au général Habyarimana.

Formé le 8 avril, le gouvernement intérimaire regroupe des faucons de l'ancien régime et des éléments de l'opposition intérieure ralliés au président peu avant sa mort. Il n'a aucune légitimité au regard de l'accord d'Arusha et le FPR, désigné à tort comme "rebelle", ne peut accepter d'être écarté de l'exécutif comme il l'a été. Le FPR, dont le noyau militaire initial essentiellement tutsi servit dans l'armée ougandaise, a été rejoint par les Hutu victimes des purges du régime Habyarimana. Attaché à une idéologie nationale dépassant l'opposition Hutu/Tutsi malgré son image négative notamment liée au passé colonial, il est un élément incontournable d'un règlement politique durable au Rwanda.

Guy Loberit

EN BREF

• Le groupe du Parti des socialistes européens du Parlement européen a présenté les 27 et 28 avril la charte socialiste des services publics. Le groupe demande aux instances européennes que le droit aux services publics soit reconnu lors de la révision du traité de Maastricht, en 1996, et qu'une charte européenne des services publics soit adoptée.

• A Milan, le 23 avril, des milliers de personnes ont célébré dans les rues, à l'appel de la gauche, le 40e anniversaire de la libération de l'Italie et rappelé les fondements antifascistes de la République. Ironie de l'histoire, après les élections législatives de mars 1994, les néo-fascistes devaient participer au nouveau gouvernement, alors qu'on assiste à une tentative de banalisation voire d'exaltation du mussolinisme - inacceptable, comme le souligne Michel Rocard. Une pierre noire dans le jardin de l'Union européenne et un avertissement sur ce qui menace toujours les démocrates.

• Les négociations israélo-palestiniennes se poursuivent toujours intensivement au Caire, à Moscou et à Damas. Yitzhak Rabin s'est rendu en Russie, première visite d'un chef de gouvernement israélien dans ce pays depuis 1948.

• En Côte d'Ivoire, Abou Drahmane Sangaré, secrétaire général adjoint du Front populaire ivoirien, vient d'être condamné à trois ans de prison à la suite de la publication d'un article de presse. Le PS s'inquiète du durcissement de ce régime.